



**Comité des obstacles techniques au commerce**

**DÉCLARATION DU SECRÉTARIAT DE L'OMC AUX RÉUNIONS  
DU COMITÉ OTC DES 14 ET 15 JUIN 2017**

**EXAMEN GLOBAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE 2017**

Le présent document contient la déclaration faite par le Secrétariat de l'OMC à la réunion ordinaire des 14 et 15 juin 2017.

---

Vous vous souviendrez peut-être que, à la réunion précédente du Comité OTC, j'ai attiré votre attention sur l'Examen global de l'Aide pour le commerce 2017 qui devait se tenir au siège de l'OMC à Genève les 11-13 juillet 2017. Cette année, le sujet sera "Promouvoir le commerce, l'inclusion et la connectivité pour un développement durable". Compte tenu du thème choisi, la Division du commerce et de l'environnement contribuera à l'événement en co-organisant un certain nombre d'activités qui ont trait aux normes ou en participant à celles-ci – je saisis donc l'occasion pour vous donner des renseignements actualisés sur ces activités, ainsi qu'une description de celles-ci.

**1 DES BRIQUES POUR LES CLICS: PROMOUVOIR LES ÉCHANGES COMMERCIAUX GRÂCE À DES INFRASTRUCTURES QUALITÉ**

1.1. Cette activité parallèle est organisée par l'Allemagne, le Groupe de la Banque mondiale, la CNUCED et l'ICTSD, avec l'appui de la Division du commerce et de l'environnement. Elle porte essentiellement sur l'importance de l'infrastructure qualité, ou ce que, au sein de ce Comité, nous appelons l'"infrastructure technique", pour la compétitivité et le commerce. Ce Comité entend souvent des observations sur la difficulté de démontrer la conformité avec les prescriptions sur les marchés d'exportation et la façon dont cela se traduit souvent par d'importants obstacles techniques au commerce. Dans ce contexte, même s'il est certain que l'informatique et la connectivité – les "clics" – offrent un grand potentiel commercial, la question de l'infrastructure qualité de base – les "briques" – est cruciale pour que les marchandises puissent réellement franchir les frontières. Cette activité, qui, selon nous, sera également particulièrement intéressante pour les PME, fournira l'occasion de comprendre à la fois la situation en matière d'infrastructure qualité et la pertinence de celle-ci pour l'Accord OTC et le commerce en général. La Banque mondiale, l'ONUDI, la CNUCED, le Secrétariat de l'OMC, les milieux universitaires et les organisations régionales feront des interventions – et nous espérons que vous pourrez assister à cette discussion.

**2 COMMENT L'AIDE POUR LE COMMERCE PEUT-ELLE MIEUX RELIER LES PME AUX CHÂÎNES DE VALEUR POUR LES BIENS ET SERVICES ENVIRONNEMENTAUX?**

2.1. Cette activité parallèle, organisée conjointement avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Division du commerce et de l'environnement, sera l'occasion d'entendre directement les observations des PME au sujet des goulets d'étranglement qu'elles rencontrent lorsqu'elles essaient d'accéder aux chaînes d'approvisionnement mondiales pour les marchandises et les services environnementaux. Le groupe de discussion comprendra des PME qui feront part de leurs propres expériences. Les chaînes d'approvisionnement écologiques sont un centre d'intérêt croissant pour les donateurs de l'Aide pour le commerce tels que la BERD. En particulier, aujourd'hui dans les chaînes d'approvisionnement, les normes de durabilité constituent un instrument important qui, d'une part,

sert à aider les PME à obtenir de meilleurs résultats économiques et environnementaux, et d'autre part, posent des défis notables pour se connecter et s'intégrer aux chaînes de valeur mondiales. Cette discussion abordera certainement les thèmes des normes, des règlements techniques et de l'évaluation de la conformité et nous espérons que vous serez en mesure de vous joindre à nous pour cette activité.

### **3 EPING: AIDER LES PME À SUIVRE L'ÉVOLUTION DES PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX PRODUITS SUR LES MARCHÉS D'EXPORTATION**

3.1. La troisième activité traitera d'ePing, notre nouveau système d'alerte pour les notifications SPS et OTC et sera axée sur la façon dont celui-ci peut aider les PME à suivre l'évolution des prescriptions relatives aux produits sur leurs marchés d'exportation. Cette activité, parrainée par l'Australie, en étroite coopération avec la Division du commerce et de l'environnement, examinera comment ePing peut aider les PME à suivre les faits nouveaux en matière de réglementation. Ce sera aussi l'occasion pour nous d'identifier les difficultés et les possibilités que présente une utilisation à plus grande échelle de ce nouvel outil en vue de promouvoir davantage la connectivité entre les PME et leurs marchés d'exportation. Les données d'expérience tirées de notre propre mise en œuvre d'ePing, conjointement avec nos partenaires (DAES, ITC), ainsi que certaines organisations régionales, seront relativement instructives dans le cadre de cette discussion. Je voudrais également saisir cette occasion pour vous informer que le Secrétariat a mis à disposition un document de séance (sous la cote RD/TBT/223)<sup>1</sup> qui résume les résultats de l'enquête ePing réalisée plus tôt cette année, en réponse aux demandes de certains Membres qui réclamaient ces données. Dans l'ensemble, les retours d'information ont été très encourageants et montrent qu'ePing comble un manque pour les parties prenantes publiques et privées, et nous recevons de plus en plus de demandes de formation à cet outil en particulier.

### **4 COMMERCE ET NORMES ALIMENTAIRES, PRÉSENTATION D'UNE PUBLICATION CONJOINTE FAO-OMC**

4.1. Cette publication sera lancée le 13 juillet par le Directeur général, M. Azevêdo, et le Directeur général de la FAO, M. Graziano. La Division du commerce et de l'environnement et la Division de l'agriculture et des produits de base, ont rédigé les contributions de l'OMC conjointement avec des homologues de la FAO. La publication indique de quelle façon la FAO et l'OMC fournissent aux gouvernements les moyens d'établir un cadre pour faciliter le commerce sur la base de normes alimentaires convenues au niveau international, en soulignant les travaux de la Commission du Codex Alimentarius et des Comités SPS et OTC de l'OMC.

---

<sup>1</sup> Distribué ultérieurement sous la cote G/TBT/GEN/227/Rev.1